

population latino-américaine.

Évidemment, et malgré ses énormes réserves pétrolières, la vulnérabilité du Mexique (surtout du point de vue alimentaire) affaiblit sa position de négociateur. Mais le pétrole n'en confère pas moins au Mexique un authentique pouvoir de négociation d'autant plus valable que le pays a depuis longtemps habité les fonctionnaires du Département d'État, à Washington, aux dissidences de sa politique étrangère. Cette liberté d'action qu'a conféré au Mexique son refus de l'aide extérieure conditionnelle américaine, c'est aussi ce qui le distingue du reste de l'Amérique latine.

La préoccupation historique du Mexique de se protéger des ingérences extérieures s'est répercutée sur sa politique économique, également protégée par diverses mesures comme la loi de 1973 sur les transferts de technologie qui a tempéré une saignée de capitaux due au paiement de royalties, ou encore la loi de 1975 sur les investissements étrangers institutionnalisant en quelque sorte les co-entreprises dans le cas des investisseurs étrangers.

Hélas! toute velléité d'indépendance a son prix: le boycottage des juifs américains et canadiens, en 1976, a provoqué au Mexique, qui venait d'appuyer à l'ONU une condamnation du racisme sioniste et flirtait avec Arafat et l'OLP, une terrible saignée de devises touristiques.

Pourtant la politique étrangère mexicaine, jugée par des Canadiens romantique et irréaliste, est plus pragmatique qu'il ne paraît. Les Mexicains soutiennent l'OPEP et refusent de couper les prix du pétrole, mais se gardent bien d'entrer dans l'OPEP. Le Mexique va accueillir très prochainement un autre chapitre de la Conférence Nord-Sud, mais son adhésion dans le groupe des pays non alignés semble n'avoir jamais été confirmée.

C'est bien de mener la politique étrangère de son choix, tiersmondiste même, pensera-t-on, mais encore faut-il en avoir les moyens! Qu'ont rapporté au Mexique ses «bravades machistes» à l'égard de Washington?

Opposition à la militarisation

La politique extérieure mexicaine, note le politicologue Mario Ojeda, secrétaire général de l'influent Colegio de Mexico, s'est caractérisée dans le passé par son refus d'une militarisation du système interaméricain. Le Mexique a signé le Traité de Rio, premier acte de la guerre froide, parce qu'il voyait dans ce traité, soutient Ojeda, autre chose qu'une alliance militaire. Mais il s'est opposé à la présence d'un représentant de l'OTAN au sein de l'OEA (Organisation des États américains). Le Mexique a opposé son veto à la création d'un conseil permanent de défense proposé par l'Argentine lors de la réforme de la charte de l'OEA, en 1967.

En 1951, en pleine guerre de Corée, les États-Unis signent une série d'accords militaires bilatéraux avec les pays de l'Amérique latine. Entre 1950 et 1967, l'Amérique latine va recevoir 613 \$ millions d'aide militaire